

Synthèse des échanges lors du débat organisé le mardi 12 mars par les organisations syndicales (CGT, CFTC, CGC, FSU, Solidaires, UNSA) et associatives (FGR, LSR) de retraités de Côte d'Or.

Plus de 120 participants, 3 heures d'échanges et 49 interventions (dont 11 de femmes) ont réfléchi sur « la place des retraités dans la société » après de courtes introductions des organisateurs (auxquelles s'ajoutent 28 contributions écrites).

Thèmes 1 et 2. Les retraités sont-ils oubliés ? des inutiles ? Sont-ils un coût ou une richesse ?

- Bien souvent culpabilisés car soi-disant improductifs et coûtant cher à la société (maladie, dépendance), ils sont les premiers visés par l'instauration de nouvelles taxes (CASA, augmentation CSG ...)
- Ils sont oubliés par l'utilisation intensive des nouvelles technologies. Le tout Internet leur pose souvent des problèmes d'utilisation.

Ils sont demandeurs de formation à ces nouvelles technologies et du maintien des services publics de proximité avec des interlocuteurs présents physiquement.

Ils n'ont pas de parkings suffisants face aux commerces, médecins...

Ils sont une richesse par leur savoir, leur expérience

- Ils participent à la vie économique : en travaillant dans certains cas, en tant que consommateurs (Silver economy)
- Ils participent à la vie de la nation : beaucoup sont élus dans leur commune, animent bénévolement des associations qui créent du lien social ; ils pallient les carences de l'état ou des collectivités (aide aux handicapés, garde des petits enfants ...)

Cette activité bénévole peut être coûteuse, aussi revendiquent-ils un système indemnitaire ou un crédit d'impôt pour les plus démunis.

En résumé une richesse humaine non quantifiable, non estimable en finances (P.I.B) mais en apport social.

Thème 3. Une retraite décente, c'est quoi ?

- Une retraite décente, au minimum le montant du SMIC (revalorisé à 1800 € brut dès maintenant), doit être revalorisée – **pour tous** – en **indexant les pensions sur le salaire moyen des actifs** (avec une échelle mobile des salaires et des prix). Les retraites ont perdu en moyenne 400 euros depuis 2009.
- Il faut redonner la part juste au salarié dans la sphère économique au lieu de compenser en partie par des aides individuelles faisant des personnes des gens assistés ce qui est dévalorisant.
IL faut mettre sur le poste de travail un senior, un jeune dans les 3 dernières années avant la retraite
Une autre idée avancée : l'indexation sur l'augmentation annuelle des tranches d'impôt.
- La pension de retraite est **un droit acquis par le travail** (cotisations sociales versées à la Sécurité sociale en fonction du salaire) et non pas une allocation sociale (aide financée par l'impôt)
- Les retraités sont attachés au **système de retraite par répartition** et s'inquiètent de la future réforme des retraites. Le niveau de vie du retraité doit être garanti et ne pas être impacté par des réformes ultérieures.
- Les pensions de réversion doivent être maintenues et améliorées.
- Le système de décote doit être supprimé.
- Annulation de la CSG.
- Un effort supplémentaire doit être effectué pour les plus petites retraites : aides spécifiques, aide aux transports, accompagnement social... Revoir le minimum vieillesse : comment vivre dignement avec celui-ci aujourd'hui ? 1 Million de retraité-e-s sont en dessous du seuil de pauvreté. Ce sont les femmes qui en pâtissent le plus, notamment à cause des temps partiels subis qui concernent à plus de 80% des femmes.
- L'amélioration du pouvoir d'achat ne passe pas par la baisse des cotisations sociales, mais par l'augmentation des salaires et une meilleure répartition entre salariat et actionariat / patronat.

- A minima, il faut lutter contre la fraude en donnant aux services compétents les moyens nécessaires.
- Réduire le taux de TVA sur les produits de 1^{ère} nécessité : alimentation, eau, énergie.
- **Rétablir/ instaurer un impôt sur le revenu et le patrimoine fortement progressif pour satisfaire les besoins de toutes les générations.**
- **On pourrait taxer les dividendes versés au-delà de l'inflation et non réinvestis dans la recherche ou le développement durable ainsi que les robots et les automates.**

Thème 4 : quels droits pour les retraités ?

- Les retraites actuelles ne permettent pas bien souvent de financer l'hébergement en EHPAD ; les aides fournies ne doivent pas être récupérées ensuite lors des successions. Les aides publiques ne devraient pas contribuer à financer les actionnaires des groupes financiers d'EHPAD privés.
- Le recul de l'âge de départ en retraite entraîne une dégradation de la santé (arrêts maladie plus nombreux, maladies invalidantes). L'âge moyen de retraite en bonne santé stagne depuis 2018 à environ 63 ans.
- Si certains souhaitent poursuivre (ou reprendre) une activité, cela doit être encadré.
- **Les retraités doivent recevoir régulièrement une notification du montant de leur retraite et des retenues effectuées.**
- Santé : la protection sociale est financée par les cotisations sociales à la Sécurité sociale ; il faut arrêter les transferts sur les mutuelles et les familles. Les retraités demandent la suppression des dépassements d'honoraires. Ils demandent aussi que les déserts médicaux soient comblés en affectant des médecins et des infirmiers, quitte à les salarier, en corrélation avec le coût des études financées par les impôts.
- Il faut que la dépendance soit prise en charge par la SS.
- La retraite doit aussi être une source de richesse, une découverte d'autres activités (sportives, culturelles) évitant le repli sur soi. Le partage des savoirs favorise l'épanouissement personnel et enrichit toute la société.
- Droit aux transports et à un logement décent.

Thème 5. De l'indignation à l'action.

- Refuser les divisions (public/privé – actifs/retraités – hommes/femmes – syndiqués/non syndiqués) et se **rassembler** sur un projet de transformation, de rénovation de la société, projet intergénérationnel et unifiant.
- Les mesures prises à la Libération, dans la continuité des projets du CNR (Conseil national de la Résistance), malgré les difficultés de cette époque, montrent que c'est possible.
- Pour cela il nous faut créer un rapport de force sans négliger aucune forme d'action
- Rappeler l'utilité du syndicalisme.
- On peut aussi envisager **la grève du bénévolat** : notre société pourrait-elle encore fonctionner ?
- Boycotter les entreprises qui ne paient pas leurs cotisations sociales ou leurs impôts (évasion, optimisation fiscale)

Autres sujets abordés.

- Le rôle des organisations syndicales, rapport entre O.S et Gilets jaunes
- Inquiétudes par rapport à la laïcité, la loi de 1901, la suppression des CHSCT
- La défiscalisation des heures supplémentaires
- Modifier la constitution